

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 34 New York : Tel : (718) 812-2820 ; • Montréal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 20 - 27 septembre 2023

DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE MILITAIRE INTERNATIONALE ROBUSTE

Le président Joe Biden appelle le Conseil à l'action immédiate Mais le Kenya est toujours sur la touche...

Par Léo Joseph

Les chefs d'État et de gouver-
nement sont nulle part, dans

leurs pays respectifs, ils se sont
tous donné rendez-vous, à
New York, à la tour de verre
des Nations Unies, présents à

la fête diplomatique annuelle
que constitue l'Assemblée gé-
nérale de cette institution. Les
partisans du déploiement d'

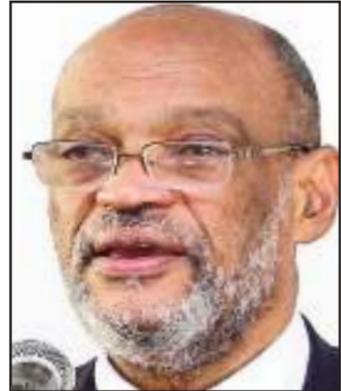
une force militaire internatio-
nale robuste, telle qu'avait sol-
licitée le Premier ministre de

bien, le président américain Jo-
seph Biden, le chef de file des
pays regroupés derrière cet ob-

RIVIÈRE MASSACRE : UNE CRISE CRÉÉE DE TOUTES PIÈCES Luis Abinader a bel et bien perdu le nord

Ambitions politiques aidant, il s'inspire de la stratégie de l'extrême droite
Par Léo Joseph

Arrivé au pouvoir, à la faveur d'
une avalanche électorale rare-
ment constatée, dans l'histoire ré-
cente de la République domini-
caine, Luis Abinader pourrait
avoir du mal à se faire octroyer un
second mandat par la majorité du
peuple dominicain. La crise qu'il
a inventée, dans le dossier de la
Rivière Massacre, le met d'em-
blée dans l'univers de l'extrême
droite dominicaine. De toute évi-
dence, une telle stratégie a le
potentiel d'éloigner de lui les élec-



Ariel Henry a trouvé un allié
solide en Luis Abinader, qui l'a
vassalisé.

teurs qui étaient séduits par le
thème anti-corruption dont il fai-
sait son cheval de bataille, tout au
long de sa campagne électorale.

D'aucuns diraient que la guer-
re qu'il a déclarée contre la repri-
se de la construction du canal
pour capter l'eau d'arrosage de la
Rivière Massacre, un projet vo-
loontairement arrêté par Haïti,
serait venue de nulle part. Oui et
non ! Oui, parce que, du côté haï-
tien, les notables de la ville de
Ouanaminthe, dans le départe-

Suite en page 2



Joe Biden, totalement
indifférent face à la au, conflit
Binader-Henry délibérément
inventé.

facto d'Haïti, en octobre de
l'année 2022, dans l'anticipa-
tion d'un verdict favorable à
cette requête, par le Conseil de
sécurité, sont aux aguets.

Comme on s'y attendait



William Ruto, président du
Kenya, rencontre avec
Abinader et Henry.

jectif, s'est adressé directe-
ment au Conseil de sécurité,
demandant que soit prise une
décision immédiate, puisque
«Haïti ne peut plus attendre».

Suite en page 3

CRISE FRONTALIÈRE ENTRE HAÏTI ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le président Luis Abinader s'est auto-infligé un coup dur

D'aucuns s'interrogent sur les rai-
sons qui ont porté le président do-
minicain, Luis Abinader, à ouvrir
ces hostilités diplomatiques con-
tre Haïti, à un moment où son voi-
sin de l'ouest se trouve préoccupé
par des crises internes des plus graves
pour gérer un désagrément diplo-
matique qui n'en n'est pas vrai-
ment une. Car il n'a aucune raison
explicite, au regard du droit inter-
national, de provoquer une zizanie
frontalière avec Haïti, sachant
bien que, présentement privé d'un
gouvernement compétent et res-
ponsable, les dirigeants haïtiens ne
peuvent gérer avec compétences
les hostilités qu'il a déclenchées,
et qui équivalent à une attaque diri-
gée sur une cible sans défense.

En effet, ce conflit pourrait être
escaladé si l'on n'essaye pas de le
résoudre à très brève échéance ce par

la seule voie disponible : la diplo-
matie.

Une rencontre aux Nations
Unies, entre le Premier ministre,
Dr Ariel Henry et le chef d'État de
la République dominicaine se rait



Dr Kesler Dalmacy

souhaitable, surtout qu'il ne man-
que pas d'acteurs pouvant ser-
vir d'intermédiaires, et que le mi-
lieu constitue un forum idéal pour
de telles démarches. Ce serait aussi
l'occasion pour M. Henry de se
racheter diplomatiquement, après
qu'il eut échoué la mentablement
dans différents domaines, notam-
ment dans celui de la sécurité des
familles haïtiennes.

Je renouvelle ma sympathie,
mais encore plus ma pleine et
entière solidarité au peuple haï-
tien, en général, particulièrement
aux vaillants citoyens de Ouana-
minthe dont la décision de relancer
les travaux de construction de la
prise sur la Rivière Massacre s'est
exprimé par leurs notables.

Dr Kesler Dalmacy, un ancien
candidat à la présidence d'Haïti,
18 septembre 2023.

HAPPENINGS!

The fallout from the crisis at the Dominican-Haitian Border

By Raymond A. Joseph



Luis Abinader, ready for war.

Will a solution be found to the
new crisis rocking Haiti and the
Dominican Republic, since last
week, at the margins of the dis-
cussions at the United Nations
General Assembly, in New York,
scheduled for September 18-22,
with the first session having start-
ed yesterday, Tuesday?

Both the Dominican Presi-
dent Luis Abinader and the Hai-
tian de facto Prime Minister Ariel
Henry arrived in New York

Continued on page 7

RIVIÈRE MASSACRE : UNE CRISE CRÉÉE DE TOUTES PIÈCES

Luis Abinader a bel et bien perdu le nord

Ambitions politiques aidant, il s'inspire de la stratégie de l'extrême droite

Suite de la page 1

ment du Nord-Est, répondant au cri de désespoir des agriculteurs ayant grand besoin d'eau pour arroser leurs champs, avaient décidé de reprendre les travaux qu'avait abandonnés le régime d'Ariel Henry. Et non, parce que les Haïtiens sont dans leurs droits légitimes, en vertu de la loi internationale et des accords bilatéraux, entre les deux États souverains de l'île d'Haïti, d'exploiter un cours d'eau partagé.

Arien Henry a tourné le dos au projet de la Rivière Massacre

Depuis sous l'administration de Jovenel Moïse, l'urgent besoin d'eau, de la part des agriculteurs de la plaine de Maribahoux a été constaté. Cette préoccupation avait déterminé les dirigeants haïtiens à entreprendre l'aménagement de cette prise sur la Rivière Massacre. Entamés unilatéralement, les travaux avaient soulevé la préoccupation du président Abinader, en 2021. Mais à la suite de négociations bilatérales, en mai de la même année, fut trouvé un accord et les travaux reprurent, les deux gouvernements étant arrivés à la conclusion que cet ouvrage ne nuirait pas aux intérêts de la République dominicaine ou d'Haïti.

Toutefois le suivi de la construction s'est arrêté par le Dr Henry, après l'assassinat de Jovenel Moïse, nommé à la charge du gouvernement, par le CORE Groupe, à l'instigation de Washington; le Premier ministre de facto avait d'autres chats à fouetter que de s'attarder sur les besoins des paysans impliqués dans l'exploitation de cette vaste plaine. Aussi a-t-il tourné le dos à la continuation du financement de ces chantiers.

Dans le Nord-Est, plus précisément sur les terres situées dans les campagnes de Ouanaminthe, les besoins en eaux d'arrosage des cultivateurs sont devenus encore plus pressants. Face à l'indifférence du gouvernement central, dirigé par le Premier ministre de facto Ariel Henry, les notables de cette ville ont décidé de continuer les travaux, qui avaient été entamés après mai 2021, les contentieux entre les présidents Abinader et Moïse ayant été définitivement vidés.

Avec l'agrément du gouvernement dominicain, les travaux de construction de la prise sur la Rivière Massacre reprurent sur la force des conclusions de l'« Institut national des ressources hy-

drauliques (INRH), qui déclare : « Les plans du gouvernement haïtien de construire une prise d'eau dans le canal de la rivière Massacre ne causeraient pas de graves dommages aux systèmes agrico-



Luis Abinader

les dans la région de Dajabón, puisque le débit d'eau utilisé serait inférieur à la quantité totale de liquide détourné vers la République dominicaine ».

L'action des dirigeants locaux de Ouanaminthe, dans la relance des travaux de la prise sur la Rivière Massacre, s'apparente au mouvement « *Bwakale* » par le biais desquels, face à la démission du régime dirigé par Ariel Henry, ne

instrument juridique ayant émergé des négociations bilatérales menées, dans le cadre d'un précédent conflit territorial, indiquant le procédé à suivre pour résoudre ce genre de problème. Signé, à

Santo Domingo, le 20 mai 1929, les dispositions de l'article 3 du « *Traité de paix, d'amitié et d'arbitrage* », stipulent : « *Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage tous les différends de caractère international qui pourraient surgir entre elles en raison de la réclamation d'un droit formulé par l'une contre l'autre en vertu d'un traité ou autrement, réclamation qu'il n'a*

struction de ce même canal, sous Jovenel Moïse.

Rebuffade feutrée de la communauté internationale

Si ces décisions mal venues du président Abinader ne sont pas accueillies, dans le monde diplomatique international, avec la même sévérité, voire la même agressivité, que leur vouent les Haïtiens, cela ne veut pas dire, pour autant, qu'elles soient tolérées. Car, en privé, la diplomatie fait œuvre qui vaille.

En effet, l'expert des Nations Unies pour les droits humains, William O'Neill, n'a point perdu de temps pour demander à M. Abinader de reconsidérer sa décision relative à la fermeture des frontières. Aussi a-t-il exhorté les deux pays à revenir à la table de négociations, en vue de résoudre ce différend pacifiquement.

Des sources diplomatiques ont révélé que présent au sommet des G-77 + la Chine, qui s'était déroulé la semaine dernière, à La Havane, Cuba, le premier mandataire dominicain a été invité à expliciter les raisons qui l'ont

déploiement d'une « *force militaire internationale robuste* ».

Un des adeptes du lancement de ce contingent militaire international, pour venir en aide à la Police nationale et détruire les gangs armés, aux côtés des États-Unis, du Canada et autres, Abinader, à ce titre, quoiqu'il dise, plaide la cause d'Ariel Henry, qui avait, depuis bientôt un an, sollicité l'arrivée de cette force sur le territoire national.

Tout compte fait, traiter d'« *anarchistes* » les notables d'un pays ou d'une ville d'un État défendant les intérêts de ses citoyens, surtout par la plus haute autorité d'un autre pays, surtout voisin, est inacceptable. De telles paroles, venues d'un chef d'État d'un pays ayant la réputation de posséder des services de renseignements et de sécurité bien rodés, font interroger les motifs derrière ces explications. Attendu que M. Abinader, se faisant passer pour un leader politique doté d'une bonne dose de sagesse et bien équilibré, de telles réflexions risquent de remettre tout en question. En tout cas, d'ores et déjà, des observateurs répètent que Luis Abinader a été porté à la présidence par une marée de progressistes et de démocrates. Mais a fait tant et si bien que ces électeurs ont toutes les chances de s'éloigner de lui, dans le cadre de sa prochaine candidature à un second mandat présidentiel, puisqu'il semble croire qu'il a besoin de l'extrême droite dominicaine pour réussir à se succéder.

L.J.



Une vue de la Rivière Massacre, du côté haïtien.

pouvant assurer la sécurité des citoyens, se forment des brigades, de vigilance ou de quartier, se donnant protection en recourant à la justice expéditive, à l'encontre des malfrats.

Le président Abinader en violation d'un traité signé dans son pays

Toutes autres considérations mises de côté, les mesures extrêmes prises par le chef d'État dominicain exposent son incohérence, tout au moins la violation d'un protocole qui a été signé par de hautes autorités dominicaine, à la capitale de son pays. Il s'agit d'un

pas été possible de régler par la voie diplomatique et qui est de nature juridique parce que susceptible de décision par l'application des principes du droit ».

À cet égard, les relations bilatérales relatives à l'eau, entre les deux États partageant la souveraineté de l'île, reposent également sur l'« *Accord de paix perpétuelle et d'arbitrage de 1935* ». À ces instruments, s'ajoute encore, l'autre, plus récent, la déclaration conjointe du 27 mai 2021 signé par les chanceliers des deux pays, à l'occasion du premier conflit qu'avait déclenché le président Abinader, par rapport à la cons-

porté à prendre ces mesures drastiques contre Haïti. En réponse, se retenant de taxer de gangs les mandataires de Ouanaminthe, il a déclaré que des « *anarchistes* » sont en train de construire le canal sur la Rivière Massacre au profit d'autres anarchistes. Il devait ajouter que cela arrive en l'absence d'un gouvernement central fort. Ce qui donne l'impression que, cet argument est lancé quelques heures avant son voyage à New York, afin d'assister à la 78^e assemblée générale de l'ON. Histoire de sensibiliser le Conseil de sécurité, par rapport au vote d'une résolution autorisant le



DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE MILITAIRE INTERNATIONALE ROBUSTE

Le président Joe Biden appelle le Conseil à l'action immédiate Mais le Kenya est toujours sur la touche...

Suite de la page 1

En ce sens, il se fait l'écho d'Ariel Henry, assuré qu'en tant grand patron de l'organisme mondial, sa voix a grande influence sur les membres du Conseil de sécurité.

En effet, s'adressant devant l'Assemblée générale, le mardi 19 septembre, le chef d'État américain a saisi l'opportunité pour envoyer un message clair et urgent aux membres du Conseil de sécurité, en disant : « J'appelle le Conseil de sécurité à autoriser cette mission maintenant. Le peuple haïtien ne peut pas attendre plus longtemps ».

Par la même occasion, il a exprimé sa gratitude au gouvernement du Kenya, dont le président avait exprimé sa volonté de diriger cette force militaire internationale robuste en Haïti, après que, d'abord, les États-Unis, puis le Canada eurent repoussé l'idée d'en assurer le leadership.

Il faut attirer l'attention sur le fait que près de la moitié des membres du Conseil de sécurité n'avaient pas suivi le discours de M. Biden, car ils n'étaient présents dans l'assemblée. Étaient alors portés absents, les ambassadeurs de Russie, de Chine, de Grande Bretagne et de France.

Luis Abinader s'en félicite

Bien qu'il doive attendre de main, mercredi 20 septembre, pour faire son intervention devant l'Assemblée générale, le président dominicain, Luis Abinader, par le biais de son compte X, ci-devant Twitter, a exprimé sa grande satisfaction de l'appui de son homologue américain pour le déploiement d'une force spéciale interna-

tionale qui aura l'autorité d'attaquer les bandits armés et d'aider la Police nationale à s'en débarrasser définitivement, déclarant : « Nous soutenons la déclaration ferme du prési-



Luis Abinader, un belligérant qui s'ignore.

dent Biden sur Haïti, demandant au Conseil de sécurité d'approuver dès maintenant une force multinationale ».

Le Guatemala ajoute ses troupes au déploiement d'une éventuelle force internationale

La liste des adhésions à une force militaire internationale devant être déployée en Haïti, s'allonge. Après la Jamaïque et les Bahamas, le Guatemala, est le premier pays latino-américain à se porter volontaire, sous le leadership du Kenya.

Dans un message fort, complètement inattendu, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le président du Guatemala, Alejandro Eduardo Giammattei Falla, a déclaré son intention de rallier cette force, ex primant son attachement et sa solidarité à l'égard du développement et de la prospérité du peuple haïtien.

Aussi s'est-il prononcé en

ces termes : « Un peuple menacé par une crise multidimensionnelle, une crise politique et sécuritaire liée au manque de développement sans parler de la crise humanitaire » 1.

Dans l'éventualité de l'aval du Conseil de sécurité de cette force de sécurité spéciale, le chef d'État guatémalien a précisé : « En tant que communauté internationale, nous devons réagir et faire face à ces catastrophes avant qu'elles ne dégèrent encore. C'est pour toutes ces raisons que si l'organisation devrait envoyer une nouvelle mission de paix sur le territoire haïtien, elle pourrait compter sur la participation du Guatemala. Nous sommes prêts à former et entraîner les forces haïtiennes dans le cadre de cette mission de paix ».

Comme d'autres leaders avant le président guatémalien, la proposition qu'il a faite n'est pas clairement définie. Surtout qu'il a fait état de la disposition de son pays à « former et entraîner » des Haïtiens sous l'égide d'un mandat onusien.

Le déploiement de cette force robuste internationale toujours dans l'impasse

Bien que le président Biden ait dirigé une exhortation sur le Conseil de sécurité pour qu'il vote, dans l'immédiat, une résolution appelant au lancement de cette force de sécurité robuste qu'avait demandée Ariel Henry, et que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a vivement revendiquée, personne ne peut donner de garantie, quant à la disposition de cet orga-

nisme décisionnel. Car, pour l'instant, non seulement le corps militaire et/ou policier n'est pas bien défini, tout laisse croire que



Alejandro Eduardo Giammattei Falla.

l'opposition est très forte contre un tel déploiement.

En clair, la force militaire originalement requise n'est plus nécessairement sur la table. Car, le Kenya, le dernier pays à en vouloir prendre le leadership, a changé sa composition. Il ne s'agit plus d'un corps militaire, ce pays africain a déclaré qu'il aura un groupe de volontaires composés de « 1 000 policiers », pas de militaires. De plus, suite à la visite de sa mission d'évaluation, à la capitale haïtienne, au mois d'août, le Kenya avait rejeté la responsabilité d'affronter les gangs armés,

précisant que les policiers kenyans allaient se charger de la sécurité des ports, aéroports et autres installations gouvernementales, et que les forces de sécurité kenyanes n'allaient pas se substituer aux policiers haïtiens. Depuis lors, persiste le flou, par rapport à la composition des forces qui devraient voler au secours de la Police nationale et à l'anéantissement des gangs armés.

Pour l'instant, il y a fort à parier que, avec la présence des chefs d'État et de gouvernements du monde entier et de leurs collaborateurs de haut niveau, présents à New York, des réunions sur les crises d'Haïti se tiennent en marge des affaires liées à l'Assemblée générale.

Mais existe-t-il une conspiration Abinader-Henry ?

Au moment où tout le gratin de la politique internationale se penche sur les activités liées aux Nations Unies, on semble oublier que la République dominicaine, en vertu des décisions de son président, s'affiche en belligérant, dans l'hémisphère occidental. Il semble que seul l'ex-président dominicain, Léonel

Suite en page 5

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BLVD. UNION & PALM BEACH)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

« Vérités historiques » et choix idéologiques (Première partie)

Par Garaudy Laguerre

C'est un choix politique délibéré. La preuve s'il en faut, que nous vivons encore sous l'ère du coup d'état de Pétiou. Cela n'aurait pas été toléré sous l'égide de la vision de Dessalines.

Comment comprendre que tous les présidents noirs qui ne se sont pas soumis à l'establishment



Garaudy Laguerre

mu l'âtre-occidental aient été renversés, assassinés ou présentés comme étant criminels : **Dessalines, Christophe, Soulou que, Nord Alexis, Salomon, Duvalier, Aristide ?**

Tandis que celui qui a commis le plus grand crime de parricide, on le fait passer pour un démocrate, un « *Papa bon cœur* ».

Pour faire honneur à l'Empereur et retrouver notre chemin, nous devons revisiter, implanter sa vision et continuer son œuvre et celle de Christophe, c'est-à-dire, bâtir un État haïtien, fort et prospère. Nous devons reprendre le processus de la vérification des titres de propriété et construire un pays par nous-mêmes et pour nous-mêmes.

Si, selon les marxistes, dans les sociétés capitalistes, il faut que les ouvriers renversent le pouvoir du capital pour établir la dictature du prolétariat, pour le bien-être du peuple et du plus grand nombre, il en est de même pour une société ségréguée où une minorité, avec ses alliés, contrôlent le pouvoir économique et politique. Il faut que cette minorité soit renversée, les sanctions de leurs patrons ne suffisent pas pour l'avènement d'un nouvel État. Dans le cas d'Haïti, la minorité mulâtre-arabe avec ses collaborateurs politiques noirs qui contrôlent le pays devraient rendre des comptes et des balises mises en place pour que l'État puisse retrouver son autorité en jouant son rôle d'arbitre juste, soucieux du bien de tous les citoyens. Il nous faut établir un pouvoir nationaliste, où systématiquement, les besoins et intérêts des élites tout comme ceux du peuple sont pris en compte de façon équitable dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques. Bien évidemment, il faudrait prendre le temps de mettre en place des mécanismes et institutions assez solides pour que ces pratiques deviennent structurelles et ne changent pas au gré des partis ou individus qui se succèdent au pouvoir. C'est ce genre de culture politique qui, sous d'autres cieux, renforce le sentiment de confiance des citoyens et diminue les tensions sociales.

Dénoncer les usurpateurs et leur assigner la place qui leur revient dans l'histoire, n'enlève rien au fait qu'ils ont tous contribué et participé à quelque chose de grand et d'exceptionnel. De même, vouloir les trainer tous dans la boue pour absoudre quel

ques usurpateurs et satisfaire l'occident, ne peut que contribuer à notre péril collectif et continuer à faire perdurer notre "sort de peuple ingrat !" Dixit Dessalines. Boukman, Toussaint, Dessalines, Christophe et Pétiou font tous partie de notre héritage collectif puis que nous parlons d'un seul et même pays.

Si nous avons perdu notre chemin, et que nous sommes désolés de ce que nous sommes devenus, cela ne leur est pas imputable à tous. Il nous revient aujourd'hui de redresser la barque.

Conclusion :

Ici, nous ne parlons pas uniquement de notre histoire, mais surtout de notre avenir. Mes propos ont pour objectifs d'exprimer ma conviction profonde, de défendre notre histoire et d'honorer nos héros, qui ont tout risqué pour nous enlever nos chaînes et celles de nos arrière-

grands-parents. Dessalines l'a dit lui-même : "J'ai tout risqué pour un seul bien, notre liberté". A notre détriment, c'est un bien qui a été négocié et perdu.

Malgré tout, Dessalines est resté une figure transcendante, un mythe, un « *loa* »/esprit indomptable, puissant, ayant le pouvoir de posséder tout Haïtien, noir et mulâtre, y compris les intellectuels de droite, mulâtres et révisionnistes pro-occidentaux. Ils vous le diront eux-mêmes « *Loa Dessalines mwen monte m* », même quand ils ne le disent pas ouvertement, vous le saurez. Ils encenseront Dessalines pour un moment, et dans un autre contexte ils le dénigreront. Un jour, ils vous diront que « Dessalines c'est mon homme », le lendemain, ils vous diront que son assassinat était justifié. Ce sont des moments transcendants et

passagers qui ne durent que le temps pour eux de retrouver leur conviction profonde. Oui, de temps en temps, ils peuvent être les plus grands des grands révolutionnaires, mais seulement pendant 5 minutes, quand ils sont fâchés, en conflits ou possédés.

Si nous voulons reprendre en main notre pays, c'est la totalité de la vision de Dessalines que nous devons revisiter et adopter.

Sa vision de réforme agraire ne cautionnerait pas qu'on accorde trente-mille hectares de terres cultivables, à un seul individu pour planter le stevia, alors que plus d'un tiers de la population souffre de carences alimentaires.

La vision de Dessalines n'accepterait pas que des forces étrangères foulent notre sol sous le prétexte de venir rétablir la paix et la sécurité qu'ils ont eux-mêmes sabotées. Nous aurions tous été de bons soldats, pour protéger nous-mêmes notre plus grand bien, Ayiti.

Lors de la proclamation de l'indépendance le 1^{er} Janvier 1804, Dessalines eut à dire : « *Qu'avons-nous de commun avec ce peuple bourreau. Sa couleur et la nôtre... disent assez qu'ils ne sont pas nos frères, qu'ils ne le deviendront jamais ; et que s'il trouve un asile parmi nous, ils seront encore les machinateurs de nos troubles et de nos divisions* ». Réfléchissez bien, plus de deux cents ans plus tard, peut-on dire qu'il avait menti ?

Si nous devons rallumer le feu de l'amour de la patrie en notre jeunesse, nous ne pouvons lui enlever son histoire, sa seule source de fierté et d'espoir ! Où puiseront-ils leur force, sinon de notre passé, de notre vécu ? Voilà pourquoi ceux qui veulent réviser notre histoire et défaire le Père de

la nation doivent être considérés comme de vulgaires opportunistes, ennemis de la nation ! Ceux-là-mêmes, qui, dans les moments difficiles, pour se renforcer, n'hésiteront pas à dire que « *Pa kite loa Dessalines mwen monte m* ».

Le « *loa de Dessalines* » et sa vision, porteurs des solutions qui seront notre legs à nos enfants haïtiens, noirs, mulâtres et arabes, devraient nous guider en permanence. Il n'est pas souhaitable de continuer à voir la majorité de nos enfants noirs vivre dans la pauvreté et le dénuement, ni de voir disparaître notre composante mulâtre et arabe, afin que le pays puisse se libérer.

L'alternative est de lutter jusqu'à notre dernier souffle pour bâtir un pays où il fait bon vivre, pour tous, sous le soleil magnifique de la terre de Dessalines.

Si les petits Français n'ont pas connaissance de la vérité historique que la France a été battue par une armée d'esclaves, c'est dû au choix idéologique de poursuivre le mythe du blanc invincible. Le petit Haïtien pour sa part, doit savoir qu'il vient d'une lignée de grands hommes et de grandes femmes : des guerriers victorieux, des penseurs visionnaires qui ont réalisé l'impensable. Que leur sang coule encore dans nos veines. Et qu'en nous armant de courage, d'intelligence, de loyauté à la nation, en mobilisant notre peuple pour affronter nos ennemis et surmonter nos défis ; aussi vrai que la terre tourne, nous pouvons avoir la ferme conviction qu'en dépit de nos déboires, et grâce à l'immortel Dessalines, l'avenir nous appartient.

G. L.
10-08-2023

HAITI

OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Lè manke gid, pèp la gaye !

DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE MILITAIRE INTERNATIONALE ROBUSTE

Le président Joe Biden appelle le Conseil à l'action immédiate

Mais le Kenya est toujours sur la touche...

Suite de la page 1

el Fernandez, comprenez cette réalité, pour avoir déclaré le déploiement de militaires sur la frontière haïtiano-dominicaine une «

déclaration de guerre ».

En tout cas, à New York toutes les grosses légumes, qui devraient se préoccuper de cette crise diplomatique orchestrée par le président dominicain, gardent leur sang-froid. Secrétaire gé-

ral de l'ONU, diplomate du CORE Group, ainsi que les autres acteurs directement impliqués dans la recherche d'une solution à la crise multidimensionnelle, dans laquelle est enfoncé Haïti, gardent leur cool. Ils doi-

vent savoir quelque chose que le commun des mortels ignore. Car, entre ces gros potentats, personne n'a jugé nécessaire de lancer un appel au calme et à la raison, à mettre en garde contre cette situation que, dans

des circonstances normales, serait assimilable à trouble à la paix dans l'île. Ils semblent vouloir donner raison à ceux qui pensent qu'il y a «@<None>anguille sous roche ».



Kreyòl

GRENN PWONMENNEN Fèmen fwontyè se youn kouto ki gen 2 bò

Gen youn sitiasyon chaje danje k ap devlope sou gwo zile Ayiti a, ke Dominiken yo rele Ispanyola. Depi semèn pase a, bagay yo myèl ant Repiblik dominikèn ak Ayiti. Vwala ke prezidan dominiken an, Mesye Luis Abinader, san reflechi, vin lage luil sou youn ti dife ki ka lakòz gwo dega, si pa gen ase ponpye pou etenn pi gwo dife ki pral pwopaje a. Kijan sa pral fini, pèsonn pa vrèman konnen. Men jan bagay yo ap vi re kounnye a, Ayiti ka benefisye anpil nan tout devlopman yo, tandiske Repiblik dominikèn ka pèdi sa l pa t atann.

Asireman, mwen pa bezwen di nou ke depi vandredi pase, nan dat 15 septanm, sou lèzòd prezidan dominiken an, fwontyè a fèmen ant 2 peyi yo. Pou n byen konprann sa k rive a, fò n konnen ke fwontyè ant 2 peyi yo, soti anwo, nan Nòdès, bò Wanament, de sann anba, jouk nan Sidès, bò Pe dènal, se youn distans 392 kilo mè, osnon 244 mil, pou mounn ki itilize mil olye de kilomèt. An plis de sa, Abinader fè sispann tout vòl avyon ant 2 peyi yo epi bato pa ka deplase soti nan okenn pò Repiblik dominikèn al Ayiti. De mèm, sot Ayiti al kay vwazen an.

Kidonk, swa pa tè, nan syèl ak nan lanmè, tout kominikasyon koupe ant Ayiti ak Repiblik dominikèn. Se sa nouvo diktatè dominiken an deside, san diskite ak pèsonn, pa ak gouvènman ayisyen an ni okenn gwo otorite entènasyonal. Paske se jouk apre, otorite Nasyon Zini mande pou fè pa yo, paske y ap bezwen pase nan fwontyè a de tanz-an-tan pou ran tre Ayiti ak efè ke yo yo genyen an Repiblik dominikèn. Kòm Mesye Abinader rive Nouyòk la kote l pral patisipe nan Asanble Jeneral Nasyon Zini, ki fèt chak lane nan nwa seotann nan, li ka eksplike rezon ki fè l ajè an diktatè pou tout lidè lemond antye ka konprann de ki prevyen. Okontrè, si n pa twonpe, msye ta fèt pou pale jodi, 20 septanm nan. Nou tande tou ke li pral rankontre ak Premye Minis defakto Ayiti a, Ariel Henry (Aryèl Anri), ki pa vrèman gen kras otorite, li pa kanpe sou anyen.

Pou prezidan Abinader montre li pa nan jwèt, li fè gwo demonstrasyon. Lè msye te pral sou fwontyè a pou l montre li pa dote, li te deplase ak youn bann twoup lame. Se kòm li ta di mwen tou pare pou m deklare lagè. Se pa mwen sèl ki di sa. Se lon sa nou li nan *Miami Herald*, nan dat 16 septanm, ansyen prezidan dominiken an, Leonel Fer

nandez, di « *Fèmen fwontyè epi deplwaye twoup dominiken sou fwontyè a sanble ak youn deklarasyon lagè* ».

Kandida alaprezidans anba drapo pati ki rele « *Fuerza del Pueblo* », (Fòs Pèp la), anfas Abinader, Mesye Fernandez kontinye, li di : « *Tout bann demonstrasyon twoup sa yo ki blayi sou fwontyè a se kòm si nou deja nan lagè, men nou pa nan lagè vre, ni nou pa vle al nan lagè* ».



Moun k ap fè lesiv nan Rivyè Masak, nan pati ki pour Ayiti a.

Kisa ki lakòz tout deblozay sa a ?

Nan dat 6 septanm, jounal dominiken an angle, *Dominican Today*, te pibliye youn atik, kote nou li : « *Ayisyen kòmmanse ak kannal ki pral detounen Rivyè Masak la!* » Èske nou wè kijan depi alapapòt otorite dominiken yo lage youn pawòl pwazon, de kwa pou prezidan an fè kòlè mon te l dekwa pou l fè tou sa l gentan fè yo. Se tout Rivyè Masak la Ayisyen pral detounen pou pran tout dlo a pou Ayiti. Gwo nti wi !

Pou mounn, ki ka pa konnen, Rivyè Masak la, ki kòmmanse nan nòdès peyi a piwo lavil Wanament, ann Ayiti, ak Dajabon, an Repiblik dominikèn, gen 2 non. Lontan de sa, yo te rele l « *Rio Dajabon* » (Rivyè Dajabon) pou vil dominiken an. Men li te pran non *Rivyè Masak* la depi byen lontan, nan epòk 2 peyi yo te koloni, lè Ayiti te sou kontòl Lafrans, epi Dominikani te anba pat Lespay. Epi Espayòl yo te fè youn masak nan zòn rivyè a, kote yo te touye kèk Blan Franse, sa yo te rele *Boukanyè* yo. Se mesye sa yo ki te konn ap fè briganday, atake bato chaje lò, ki t ap sot nan zile a pou al ann Ewòp.

Men se diktatè dominiken Leo nidas Trujillo y Molina ki vin bay rivyè a non an pi rèt toujou, apre masak li te fè nan lane 1937 kont Ayisyen. Lè sa a se plis pase 30 mil Ayisyen ki pèdi lavi

yo. Menm ti bebe, solda dominiken te voye yo anlè tankou ti pope epi pou yo te vin tonbe sou pwent bayonnèt yo. Mwen pa bezwen di n si te gen youn gwo rigòl san. Depi dat sa a, rivyè a vin vrèman « *Rivyè Masak* ». Imajine nou ke Trujillo te fè gwo krim sa a pou l te ka blanchi sitwayen dominiken ki te konsidere se Blan yo ye, epi youn bann Nèg Ayisyen t ap vin nwasi nasyon yo.

Apre tout deblozay sa yo, Ayisyen ak Dominiken te vin antann yo, pli z ou mwen. Gen youn gwo pon ki rele Pon Lamitye, ki konekte Wanament ak Dajabon, ki toujou chaje mounn, le vandredi, lè Ayisyen ap travèse —san viza— pou al vann epi achte pwo dui nan gwo mache ki gen Da ja bon nan, kote mesyedam 2 nan syon yo fè bonjan komès youn

te deja konekte tout 11 kannal yo ki kole ak rivyè a. Menm si se pa tout, asireman se te gen la majorite. Asireman, yo pa t mande gou vènman ayisyen an okenn pèmi-syon, ni yo pa t menm di chak fwa yo te pral konstwi youn lòt kannal.

Kilès ki ka pi pèdan nan kesyon fèmen fwontyè a?

Ann fè bonjan analiz lojik. Dominiken yo, selon tou sa nou li, ki de ja, gen 11 kannal konekte ak Rivyè Masak la. Yo gen dlo pou wouze youn bann jaden nan peyi yo. Asireman, se sa k fè yo pwo dui anpil manje, jiskasko yo vann Ayiti tou sa yo pa bezwen. An pa lan de sa, se Ayiti ki twazyèm patnè komèsyal Dominikeni, apre Etazini.

Nan kesyon echanj komèsyal, se Dominiken ki gen avantaj bab ak moustach la. Selon chif ki pibliye, lane pase, kivedi an 2022, Dominiken te ekspòte, sètadi voye manje, rad, elatriye, pou youn milya dola ameriken (1 000 000 000.00 \$) ann Ayiti. An tretan yo te enpòte sot Ayiti pou 11 milyon (11 000 000.00 \$) Sa se chif ki soti nan « *Dominican Republic's Export and Investment Center* ». Mwen bay li jan m jwenn li an, pou move je pa di se mwen k ap fè koze pa m. Wi, se sa nou ka tradui an « *Sant Eks pòtasyon ak Envestisman Repiblik Dominikèn* » ki bay chif yo.

Pou nou ka byen apresye di ferans lan, se mil milyon dola (1 000) ki fè youn milya, osnon youn bilyon, jan yo di ann angle. Jan nou wè l la, ti 11 milyon dola Ayiti ekspòte diran tout youn lane al Repiblik dominikèn se youn ti grapiyay fas a youn milya ke Repiblik Dominikèn benefisye nan komès ak Ayiti chak lane. Bann pòv ke nou ye, se nou ki kon-

ak lòt.

Enben, avèk desizyon Prezidan Abinader semèn pase a, n ap fè bak annaryè tout boulin. Jan sa ye kounnye a, bagay yo ka menm dejenere pou kreye youn sitiasyon ki ka menm lakòz youn nouvo masak. Kòm nou deja di, Ayisyen yo te vin reprann youn tra-



Youn jès solidarite avèk moun Wanament, Anpil Ayisyen vin visite chantye a nan Rivyè Masak.

vay ki te kòmmanse depi nan lane 2021, sou gouvènman prezidan yo ansasinen an, Jovenel Moïse (Jovnel Moyiz). Okontrè, nan *Wikipedia*, sou entènèt la, yo konekte ansasinenay prezidan an ak travay sa a. Antouka *Wikipedia* di, yo ansasinenay prezidan an an van travay la te fini. Se kòm si Dominiken pa t dakò pou Ayiti pran priz pa yo nan dlo a ki sanse pou tou le 2 peyi yo. Mwen pa konn si nan lane 2021, Dominiken yo

tribye pou fè Dominiken pi rich pase nou.

Alò tou sa rantre nan kesyon ke Prezidan Abinader pa vle pou Ayiti vin jwenn fason pou l pa de pann de Repiblik dominikèn pou youn bann bagay. Si Ayiti gen dlo pou wouze tout plenn Mari ba wou (Maribahoux) nan Nòdès peyi a, e si otorite la kay bay agrikilti jarèt nan tout zòn ann Ayiti jansadwa, nou p ap bezwen achte nan men Dominikeni ankò. Sa

pral rele endepandans ekonomik. M ap ban nou youn ti koze ke m aprann. Depi vandredi, se 3 milyon dola (3 000 000.00 \$), chak jou, bizismann dominiken kòmanse pèdi nan komès yo fè ak Ayiti. Antretan, se vre ke Ayisyen nan plis gran gou. Kanmenm, m ap mande kilès ki pi sibi nan fèmen fwontyè a?

Si n te gen bonjan gouvènman k ap panse peyi, k ap defann dwa Ayisyen, se pou yo ta pwofite pou louvri diskisyon ak lòt peyi nan Karayib la ak nan Lamerik Latin pou yo jwenn lòt patnè komèsyal. M ap atire atansyon sou kijan agrikilti, sitou nan endistri sik, ki baze sou tout kann koupe an Repiblik dominikèn. Sa de pann de travayè Ayisyen. Se pa ni ayè, ni avanyè ke se travayè Ayisyen k ap travay latè lòt bò a. Li lè li tan, pou sa sispann! Se travayè Ayisyen tou, ki travay plis nan endistri konstriksyon pou tout gwo bilding nou wè an Repiblik dominikèn, ki atire anpil touris. Kidonk, fèmen fwontyè a pral afekte tou sa.

Nou pa bay prezidan dominiken an bouch, men sa n wè pou li nan kesyon fèmen fwontyè a, An twàn nan Gonmye pa wè l. Asireman, nou wè seremoni Vo dou ki te fèt kont Dominiken yo nan kesyon an memn jou vandredi a. Epi nan samdi, 2 tren fè kolizyon nan Sen Domeng, mounn mouri. Epi, nan dimanch, youn avyon ki te dekolè ak 14 pasaje sot anlè tonbe, tout mounn mouri. La tou, mounn ki kwè nan fòs mistik di lespri yo pran devan, ap montre Prezidan Abinader fòs yo. Gen nan militè dominiken ki bò fwontyè a ki wè gwo vèvè youn oungan te trase lòt bò fwontyè a, ann Ayiti, ki mande pou yo efase vèvè a pou yo, tanpri! Men fòk gen lòt desizyon ki pran an Repiblik dominikèn anvan pou vèvè efase!

Nou pa bay Prezidan Abinader bouch. Men pou jan Dominikeni pè kesyon Vodou a, si msye pa prese fè sa pou l fè a, se pral Dominiken yo menm k ap lage 2 gidon dèyè l pou mande l fè bak sou tout aksyon li pran kont Ayisyen yo, pou sa pa fini mal, pa pou li sèlman, men pou yo menm tou. Kanta pou eleksyon k ap vini an, li mèt bliye sa!

Antretan, se adwat agòch Ayisyen ap reponn pozitivman. Yo apiye mouvman konstriksyon kannal la. Lajan ap ranmase adwat agòch pou sa fèt byen vit. Gen mounn ki debake nan Wanament ak kamyon chaje siman ak feray pou ede nan konstriksyon an. Jan nou wè bagay yo ap de woule la a, n ap mande si Prezidan Abinader pa nan mòde gwo pous li kounnye a. Sanble se msye ki ka pi gwo viktim kouto a 2 tranchan an. Antouka, si l konprann Pèp Ayisyen se bèf san ke, li fèt pou l aprann pwovèb lakay la ki di : « *Bèf san ke, Bondye pouse mouch pou li* ». **TiRenmi/Grenn Pwonmennen**
raljo31@yahoo.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

before Monday and have found themselves in a hostile environment, with both Haitians and Dominicans demonstrating against them.

In fact, on Monday, the Dominican Chief of State was addressing a group at Columbia University, in Manhattan's Upper West Side, facing some very testy students with their questions, some even calling him racist. He probably is thankful to nature for the drenching rain that somewhat marred the massive demonstration, which was planned in front of the University, at 11 am, to denounce his bellicose actions toward Haiti, causing harm to both countries.

One wonders whether Ariel Henry will also be spared by nature, because Haitians have planned a major demonstration on Friday, September 22, in front of the United Nations, the theme of which is his illegitimacy as Head of government and his nonchalance in dealing with the gangs that are causing death and desolation in all sectors of society. In fact, he's accused of being pro-gang and directly responsible for the mayhem in the country, as a policy to hold to power indefinitely, because no elections are possible as long, as there's rampant insecurity.

At the root of the antipathy towards Haitians

Meanwhile, the focus is on what should be expected from a possible face-to-face between Abinader and Henry, the rulers of the two countries sharing the island of Haiti, of its original name, but also known as Hispaniola, Little Spain, the name that Christopher Columbus gave the enchanting Caribbean-island, in December 1492, when he first "discovered" it. That name has been adopted by the Dominicans who consider themselves descendants of the Spaniards, while looking down on Haitians, derogatorily called Negroes from Africa.

Though the Haitians were first to defeat the slave masters in the epic Battle of Vertières, on November 18, 1803, and had helped the Dominicans in their war of liberation against

Spain, they are, for the most part, considered like trash by their neighbors, who have been embraced by the international community, the leaders of which still are resentful of Haitians for the temerity of our ancestors to defeat the strongest army of the times, that of Napoleon Bonaparte, thus disrupting the economic system that was built on the backs of Black slaves.

The latest events on the island are a continuation of the punishment of Haiti, as the Dominican president thinks he will find international support for his actions from the powerful of the world. Interestingly, last Friday, September 15, on the day declared "*International Day of Democracy*" by the United Nations since 2007, Luis Abinader unilaterally closed the 244-mile border between his country and Haiti and suspended sea and air traffic with the neighboring country. This prompted William O'Neill, the UN designated Human Rights expert on Haiti, to show much concern, issuing the following statement on Monday, September 18: "*I am extremely alarmed by the decision of the government of the Dominican Republic to close its land, sea and border with Haiti. I urge the government to reconsider its decision which will have serious impacts on people on both sides of the border. I further urge both governments to return to the negotiating table and follow the process outlined by the Joint Declaration of 27 May 2021, to reach a peaceful resolution of this dispute.*"

However, based on his declaration at the Columbia University meeting that same Monday, President Abinader wasn't budging one inch, stating that nothing would change regarding cutting off contacts with Haiti, as long as work continues on the canal under construction by some private Haitian individuals tapping water from the Massacre River.

Why can Dominicans do it and Haitians can't?

As reported, the Dominican would-be dictator made good on his threat by closing all contacts with Haiti, on the heels of an action having to do with the

Massacre River, which straddles both countries in the north east of the island where it originates, with Ouanaminthe, on Haiti's side and Dajabon in the Dominican Republic being the two largest cities bordering the river.

A group of Haitians began working on the completion of a canal to tap water from the



Why is Ariel Henry so cool despite Luis Abinader's sabre rattling

infamous river, the scene of the 1937 parsley massacre ordered by the dictator Rafael Leonidas Trujillo when some 30,000 Haitians were killed. The current project is a continuation of one undertaken in 2021 by President Jovenel Moïse, to get water for agricultural purposes, especially for the fields of the peasants in the Maribahoux Plain, in Haiti's northeastern region. The was never completed, following Moïse's assassination in the wee hours of July 7 of that year, circumstances still unexplained. All of a sudden, there are additional suspicions in the Moïse assassination.

The Dominican president has objected to the project, which he says will imperil Dominican farmers. But the "*Treaty of Peace, Perpetual Friendship, and Arbitration*," signed on February 20, 1929, between the governments of the two countries on the island "*established the rights of both nations to utilize the waters of the rivers located in the border area fairly and equitably*," according to *Dominican Today*, an English Dominican publication, in a text published September 13.

Meanwhile, it's reported that, over the years, the Dominican Republic has built 11 canals to tap water from the Massacre River for use by the country's farmers. The Domini-

can officials didn't ask for any authorization, neither did they notify their Haitian counterparts about what they consider their prerogatives to undertake these tasks. But when Haitians attempted to tap the waters of the Massacre for use by their farmers, immediately it is said that this consists a major provocation, even a "diversion," of the river.

Imagine that 11 canals by the Dominicans have not diverted the river, but the one by Haiti will divert it!

President Abinader's actions become a hot political potato

The actions of President Abinader have been widely criticized by some Dominican personalities, including by the former Dominican President Leonel Fernandez, who heads the political party "*Fuerza del Pueblo*." (The People Power).

In a story, September 16, award-winning journalist Jacqueline Charles, of the *Miami Herald*, stated that the former Dominican president asserts that the "*closure and the deployment of Dominican military troops to the border with Haiti was akin to a 'call of war.'*" She goes on, quoting him directly: "*Making a display of troops is like a call to war and we are not at war, nor do we want war.*"

President Abinader, who thought that his anti-Haitian action would be in his favor, as he looks forward to reelection in the next round of elections scheduled for May 2024, may be in for a rude awakening. Other than criticism from political personalities, there's muted complaints from the business sector which began feeling the ill effects of the border closing immediately.

Unofficially, it's estimated that there's a daily loss of \$3 million for Dominican businesspeople in their exports to Haiti. As reported by the *Dominican Republic's Export and Investment Center*, in 2022, Dominican exports to Haiti, the second commercial partner of the Dominican Republic, after the United States, amounted to \$1 billion. Whereas Haiti's exports to the neighbor were a measly \$11 million.

If Haiti had true leadership, this would be the perfect occasion to undertake a search for other commercial partners in the Caribbean and in Latin

America, to lessen dependence forever on Dominican exports, some of edible products of which are often not up to par.

Still, if Haiti had a capable and concerned leadership, it would be time to undertake a vast program of rebuilding the country's agricultural production. For example, in the 1940s, Haiti exported foodstuffs to other countries in the Caribbean. Until the 1990s, Haiti's rice production met the needs of the population and more, until President Jean-Bertrand Aristide accepted to allow Arkansas farmers to overwhelm Haitian rice farmers with their cheaper exports which caused the bankruptcy of Haitian farmers, especially in the Artibonite region.

In 2010, after the devastating January 12 earthquake, when former President Bill Clinton co-chaired, with Haitian Prime Minister Jean Max Bellerive, the *Interim Haiti Recovery Commission* (IHRC) the slogan of which was "*Build Haiti back better*," he apologized for causing the destruction of Haitian rice production, by forcing Haiti's leaders to drop tariffs on imported rice.

President Clinton is quoted as saying: "*It may have been good for some of my farmers in Arkansas, but it has not worked. It was a mistake.*" He went on, and in a contrite mood, stated: "*I have to live every day with the consequences of the lost capacity to produce a rice crop in Haiti to feed those people, because of what I did.*" But the consequences have been more devastating for Haitians, who since then depend on rice imports for 80% of that product which is a basic in the Haitian diet.

We contend that most of those foreign do-gooders who present themselves as partners or benefactors of Haiti only are interested in using the country to benefit their own. And the case of Luis Abinader is the latest testimony of this. He's opposed to Haiti benefitting from the waters of the Massacre River, to which both his country and Haiti are entitled, because he fears that, using irrigation properly, Haiti would be able to rebuild its agriculture and stop its imports of foodstuffs from the Dominican Republic.

The time has come for new leadership in a Haiti, where

Continued on page 7

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Concernant le conflit déclenché par le président dominicain Luis Abinader

Ajoutée à la crise multi-dimensionnelle dans laquelle est enfoncée Haïti, la situation empire avec la déclaration de fermeture de la frontière et la suspension des services aériens ainsi que maritimes et terres entre les deux États se partageant la souveraineté de l'île d'Haïti, de son non original d'Hispaniola, tel



Joe Biden à la Tribune de l'ONU.

qu'adopté par les voisins. Le président dominicain, Luis Abinader, se voulant dictateur, agit comme bon lui semble. Mais il y a aussi le revers de la médaille.

En tout cas, le dossier du canal, que construisent des Haïtiens, en vue de capter une prise d'eau de la Rivière Massacre, au niveau de Ouanaminthe, dans le Nord-Est du pays et les décisions abracadabrantes du chef d'État dominicain dominent l'actualité. Ainsi, je vous réfère à l'article clé de l'éditeur Léo Joseph, en première page, ainsi qu'aux éditoriaux — en français et en anglais —, aux pages 10 et 11. Les lecteurs anglophones et créolophones ne sont pas oubliés, tel qu'on peut le constater par la rubrique HAPPENINGS, au bas de la première page, ainsi que par celle, en créole, GREEN PWONMENNEN, à la page 6. Cela dit, nous vous recommandons tous ces articles, tout en partageant d'autres informations relatives au sujet en question soumis pour publications, en toute dernière heure.

*Le président dominicain fait face à une rébellion sournoise chez lui

C'est le secteur des affaires de la République dominicaine, en tout premier lieu, victime de l'ordre du président de fermer la frontière, qui passe à l'action. Comme on le sait, il existe quatre traversées officielles entre les deux pays sur l'île, savoir Ouanaminthe-Dajabon, Malpasse-Jimani, Belladère-Comendador et Anse-à-Pitres-Pe-

dermales. Avec la fermeture de la frontière d'ordre du chef de l'État, il a aussi militarisé ces points de contact entre les deux nations.

Toutefois, selon des informations précises, il existe « 31 points informels » pour des échanges commerciaux entre les deux pays. Ainsi, mardi, se

lon une source crédible, on a constaté que le marché de Tiloru, du côté haïtien, dans les environs de Dajabon, opérait sans relâche le 19 septembre, et des commerçants dominicains écoutaient leurs marchands, comme si de rien n'était. Pourtant, le maire de Dajabon, ville investie par des militaires, a fait savoir qu'on est « au point mort ici ». Donc, il est question d'un jeu hypocrite qui va à l'encontre des ordres du président. Mais, jusqu'à quand cela peut-il continuer de la sorte ?

Comme on l'a fait remarquer dans l'article en anglais, HAPPENINGS, concernant les échanges commerciaux entre les deux pays, en 2022, la République dominicaine avait exporté pour plus d'un milliard de dollars US (1 000 000 000,00 \$) en Haïti, son deuxième partenaire commercial, derrière les États-Unis, tandis qu'elle avait importé d'Haïti pour seulement 11 millions de dollars (11 000 000,00 \$) U.S. pour toute l'année. Nous n'avons pas inventé ces chiffres. Ils sont du ressort du « Centre dominicain d'exportation et d'investissement », en anglais « Dominican Republic's Export and Investment Center ». Il ressort de tout cela que les Haïtiens contribuent à enrichir les Dominicains, tandis qu'ils sont appauvris, à leur tour.

Alors, on comprend pourquoi, les hommes et femmes d'affaires du pays voisin font de leur mieux pour contourner les entraves de leur propre président, occasionnant beaucoup plus de tort à leur pays qu'en Haïti. Ainsi, les décisions du

président Luis Abinader représentent-elles une épée de Damoclès sur sa tête. Aura-t-il suffisamment de troupes, en vue d'un déploiement sur tous les points de commerce informels, afin d'exiger obéissance à ses ordres ?

*Le président américain n'a pas abordé la crise haïtiano-dominicaine dans son discours à l'ONU

Ceux qui pensaient que le président Joseph « Joe » Biden allait statuer sur le conflit haïtiano-dominicain déclenché par le président de ce pays ayant fermé la frontière binationale et suspendu les contacts aériens et maritimes et terrestre entre eux, sont déçus. Il n'a rien dit dans son discours, hier, mardi, pendant qu'il s'adressait à l'Assemblée générale des Nations Unies, où étaient présents les deux leaders concernés (Abinader et Henry), ainsi que la plupart des représentants du monde entier.

C'est l'Ukraine, de l'autre côté du globe, victime de l'agression russe, qui a retenu l'attention du chef d'État américain, comme c'est le cas depuis le mois de février 2022, quand le leader russe, Vladimir Poutine, avait envahi son plus faible voisin, croyant qu'il s'agissait d'un « exercice militaire » d'une durée de 24 à 48 heures. Et nous



Luis Abinader at the UN.

voilà, 19 mois plus tard, en plein dans un imbroglio qui pourrait déboucher sur une 3^e Guerre mondiale.

« Si l'on permet à la Russie de réussir dans son acte d'agression, nul ne sera à l'abri » de l'appétit glouton du puissant ours asiatique, devait dire le chef d'État américain. Aussi, a-t-il invité tous les amants de la liberté à se serrer les rangs pour empêcher que d'autres pays ne soient victimes des ambitions hégémoniques du leadership de la Fédération russe, voulant revoir le passé de l'Union soviétique.

N'est-on pas en droit de dire que le président américain n'a

pas évolué en ce qui a trait à Haïti ? N'est-il pas vrai que le sénateur Joseph Biden, en 1994, eut à dire qu'« Haïti pourrait s'effondrer dans la mer des



Volodymyr Zelensky prenant la parole à la Tribune de l'ONU.

Caraïbes ou s'élever à quelque 300 pieds, cela n'affecterait en rien les intérêts des États-Unis? »

*De la tribune de l'ONU, le leader ukrainien a mis la Russie sur la défensive

C'est hier, mardi, 19 septembre, que le leader ukrainien, Volodymyr Zelensky, adroitement, a mis les leaders russes sur la défensive, tout en essayant de se faire des alliés de nombreux leaders de la planète présents, ce jour-là.

Il a souligné que, outre une

privés d'énergie que fournissaient auparavant les Russes.

Enfonçant le clou dans la plaie, Zelensky s'est écrié : « Il n'y a pas que notre pays à su bir

les effets négatifs, mais les vôtres aussi ! » On peut dire que le leader ukrainien a su utiliser la plateforme de l'Assemblée générale pour scorer contre les Russes. La Russie répondra-t-elle à ses accusations ? Il faudra attendre le tour de la délégation russe à la Tribune.

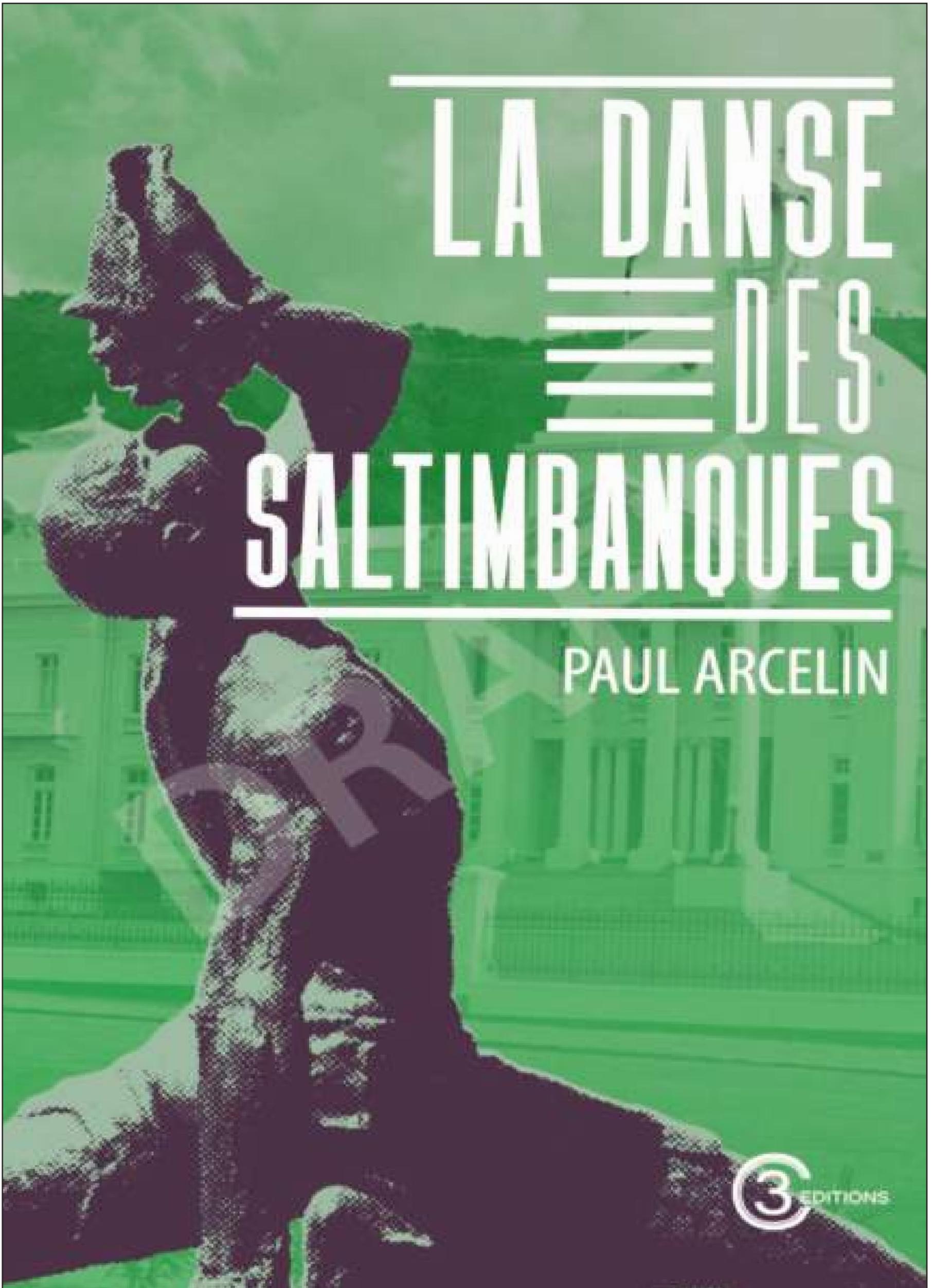
*Nomination d'un ambassadeur canadien en Haïti

André François Giroux a été nommé, lundi, 18 septembre, ambassadeur du Canada en Haïti, remplaçant Sébastien Carrière, rappelé, le 17 août dernier, appelé à occuper maintenant un poste au ministère canadien des Affaires internationales. Alors, un expert dans le domaine diplomatique de dire : « À qui va l'ambassadeur Giroux présenter ses lettres de créances, puisqu'il n'y a pas de président en Haïti ? »

Ironiquement, un autre expert de répondre, en créole : « Ayiti se youn savann, pa gen peyi ankò. Tout vounm se do ! Aryèl Anri ka menm bese byen ba pou bobo soulye diplomat la, pandan l'ap resevwa dokiman yo nan men l' » (« Haïti n'est plus un pays, mais bien une savane, où tout est permis. Il se pourrait qu'Ariel Henri baisse aussi bas que possible, jusqu'à baisser les chaussures du diplomate, en acceptant les documents l'accréditant comme ambassadeur ».)

*Et l'on se donne un répit, cette semaine, concernant le dossier de Donald Trump, sinon pour dire que sa secrétaire privée, Molly Michael, lui a tourné le dos, pour devenir témoin à charge contre lui. À la semaine prochaine.

Pierre Quiroule II,
raljo31@yahoo.com



ÉDITORIAL



Crise de la Rivière Massacre : Luis Abinader converti à l'extrême droite

En politique, un des plus graves dangers qui guettent les acteurs, se présentant sous une couleur progressiste, est de succomber à la tentation de l'extrême droite. Les hostilités diplomatico-militaires lancées par le président dominicain Luis Abinader, dans l'affaire de la Rivière Massacre, prennent quasiment tout le monde au dépourvu. La gestion de sa présidence jusqu'ici, sous le signe de la sagesse politique et diplomatique, porte les observateurs à interroger les motifs de ces initiatives, qui poussent le premier mandataire du pays voisin tout droit dans le mur. Selon toute logique, en prévision de la période électorale, M. Abinader s'est laissé séduire par l'extrême droite dominicaine, qu'il croit pouvoir entraîner dans son sillage électoral.

Signalons, pour commencer que le nom de la Rivière Massacre est associé à des massacres. Servant de frontière naturelle, de la République dominicaine et d'Haïti, sur un parcours de 55 kilomètres, de son non original indien, elle s'appelle « *Rivière Dajabon* », en République dominicaine. Le nom « *Rivière Massacre* » fait allusion à l'exécution de 30 flibustiers français par des colons espagnols, en 1728. Le massacre d'Haïtiens, au nombre d'environ 30 000 orchestré par le dictateur dominicain Rafael Leónidas Trujillo y Molina, en 1937, dont les cadavres furent jetés dans la rivière, a popularisé le nom français de ce cours d'eau, surtout, du côté haïtien de l'île d'Haïti.

Au cours des ans, la Rivière Massacre a fait l'objet de plusieurs disputes entre les deux États partageant la souveraineté de l'île. La frontière entre les deux pays se trouve présentement fermée par le président dominicain, Luis Abinader, en raison d'un conflit déclenché par ce dernier, qui, pourtant, n'en n'est pas réellement un, car n'ayant aucun mérite, aux yeux de la loi internationale et des protocoles d'accord conclus entre Haïti et la République dominicaine.

En effet, bien que, au fil des ans, l'État dominicain ait construit onze canaux d'irrigation pour capter les eaux de la Rivière Dajabon, sur son territoire, pour besoin d'irrigation agricole, le président Abinader a pris la mouche quand les Haïtiens ont décidé, aux mêmes fins, d'arroser des milliers de carreaux de terre, de la plaine de Maribahoux, du côté haïtien, dans le département du Nord-Est.

Après que les constructeurs haïtiens

eurent ignoré un ultimatum lancé par le président dominicain exigeant l'arrêt des travaux, le chef d'État dominicain a, dans un premier temps, décrété la fermeture de la frontière à Dajabon, ville frontière de Ouanaminthe. Cette mesure interdit immédiatement les voyages par air, terre et mer entre les deux pays. Dans un second temps, soit moins de vingt-quatre heures plus tard, toute la ligne frontalière, de quelque 392 kilomètres entre les deux pays, est déclarée fermée, à partir de vendredi (15 septembre). Et le restera jusqu'à nouvel ordre, dit le président dominicain. Parallèlement, M. Abinader a ordonné le déploiement d'un contingent militaire, à la frontière de Dajabon, une décision que des observateurs, y compris l'ex-président dominicain Léonel Fernandez, qualifient de « *déclaration de guerre* ».

D'aucuns disent que cette posture de Luis Abinader, à l'égard d'Haïti et des Haïtiens, a le même relent de haine caractéristique de l'extrême droite dominicaine. Cela explique la décision annoncée par un syndicat de transport dominicain interdisant aux conducteurs l'admission d'Haïtiens à bord de leurs véhicules. Dans cet ordre d'idées, il faut s'attendre à d'autres mesures de refus de service aux ressortissants haïtiens, en République dominicaine, dans d'autres secteurs, la droite dominicaine s'étant associée à la stratégie de ce président ayant eu pourtant une tradition démocratique.

Prenant en compte les antécédents relatifs aux disputes territoriales, entre Haïti et la République dominicaine, on peut dire, sans ambages, que les revendications du président Abinader n'ont aucun mérite, et les mesures qu'il a prises, en ce sens, excessives et infondées. Selon les protocoles établis, Haïti a le droit de construire un canal sur un cours d'eau partagé entre les deux pays. D'ailleurs, un premier conflit autour de ce même projet, déclenché par ce même président dominicain, s'était résolu à la satisfaction des deux parties.

En effet, en 2021, sous l'administration du président Jovenel Moïse, ce même chef d'État dominicain avait orchestré un précédent tollé autour de l'érection de ce même ouvrage, qui avait entraîné des discussions bilatérales. Au bout du compte, l'« Institut national des ressources hydrauliques (INRH) avait présenté ses conclusions techniques, qui étaient admises par les deux gouvernements. Voici la teneur de celles-ci : « *Les plans du gouvernement haïtien de construire une prise d'eau dans le canal de la rivière Massacre ne cause-*

raient pas de graves dommages aux systèmes agricoles dans la région de Dajabon, puisque le débit d'eau utilisé serait inférieur à la quantité totale de liquide détourné vers la République dominicaine ».

La construction de ce même canal continuait, sans objection de la part des autorités dominicaines. En tout cas, aucune opposition n'a été soulevée contre le rapport de l'INRH. Les travaux ont été suspendus, seulement après l'assassinat du président Moïse, dès juillet 2021, de toute évidence, à cause de l'insouciance de l'administration d'Ariel Henry détournant les allocations budgétaires à des fins personnelles.

Les décisions d'Abinader, dans la crise qu'il a inventée de toute pièce, concernant la Rivière Massacre, ne font pas l'unanimité au sein de la classe politique et sociale dominicaine. Si les acteurs d'extrême droite de ce pays restent figés dans le mutisme, les secteurs démocratiques et libéraux, quant à eux, font entendre leur voix. Outre l'ex-président Fernandez, qui a invité l'actuel chef d'État dominicain à revisiter les conclusions sur ce même conflit, qu'il avait déclenché, en 2021, en face de Jovenel Moïse, qui s'était résolu sur une note satisfaisante, d'autres hommes politiques de l'État de l'est ont pris position. C'est, par exemple, le cas de Francisco Dominguez Briton, ex-procureur général de Santo Domingo. Pour lui, la fermeture des frontières est contreproductive, et nuirait davantage aux Dominicains qu'aux Haïtiens, arguant que la solution de la crise de la Rivière Massacre ne devrait pas punir les citoyens dominicains.

D'autre part, cités par l'organe de presse en ligne *lemiroirinfo.ca*, des sénateurs dominicains, notamment, Aris Lorenzo, de l'opposition, mettent le président en garde contre de telles mesures. Selon eux, à Elias Piña seulement, la République dominicaine subit une perte de USD 40 millions \$, entraînant une chute drastique des prix.

Luis Abinader tient, à tout prix, à sa politique anti-construction du canal sur la Rivière Massacre, allant jusqu'à s'inscrire en menteur à un forum international, pour faire valoir le bien-fondé de sa stratégie. Aussi a-t-il déclaré, au sommet des G-77, à La Havane, le dernier week-end : « *Un groupe d'anarchistes cherchant à déstabiliser le gouvernement du pays voisin* » entend la construction de cet ouvrage. Il ajoute que « *Cela indique l'absence d'un gouvernement central fort, lorsque des groupes d'anarchistes prennent la décision de*

créer un canal au profit de groupes privés ».

Mais le méchant fait toujours une œuvre qui le trompe, puisque le président dominicain se contredit dans cette même déclaration. Alors que les notables de la ville de Ouanaminthe, face à l'absence et la démission du gouvernement central — un constat fait et réitéré par le chef d'État dominicain —, ont décidé de poursuivre la construction du canal, grâce au financement trouvé localement, le président dominicain les fait passer pour des anarchistes. En clair, un farouche partisan du déploiement d'une force militaire robuste internationale, pour venir déloger les gangs armés, M. Abinader croit trouver dans cette démarche un argument solide de tout neuf à offrir au Conseil de sécurité. Mais cette stratégie a un double objectif. S'inscrivant dans la logique de l'extrême droite dominicaine, et candidat à sa propre succession, Abinader estime pouvoir ainsi sensibiliser celle-ci, son ennemi politique naturel. Élu à un premier mandat, grâce à sa politique anti-corruption que, durant son administration, il a exploité au détriment de cette catégorie politique, il tente de la neutraliser dans sa prochaine course électorale.

Mais cette stratégie de Luis Abinader aura l'effet d'un coup d'épée dans l'eau, car il a fait trop de tort à l'extrême droite dominicaine, durant son mandat, pour que celle-ci lui offre un quelconque avantage électoral. Quand bien même elle l'aurait embrassé, ce sera pour mieux l'étouffer.

HAÏTI OBSERVATEUR
 P.O. Box 356237
 Briarwood, N.Y. 11435-6237
 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0787 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS 1ère classe 48,00 \$ US, pour six (6) mois 90,00 \$ US, pour un (1) an
CANADA Haïti-Observateur Gérard Louis Jacques 514, 321, 6434 12, Rue St. Conant 12213 Joliette / Cassavant Montréal, H3M 1P7	AFRIQUE ET ASIE 550,00 FF, pour six (6) mois 1000,00 FF, pour un (1) an
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'adresse doit s'adresser à: Jean-Claude Valentin 13, Avenue Faidherbe, 89 Rt. Apt. 44 93310 Le Pré St. Germain France Tél. (33-1) 43 43 28 10	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe 97,00 US, pour six (6) mois 183,00 US, pour un (1) an
	EUROPE 79,00 € pour six (6) mois 125,00 € pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français

Nom/Prénom _____
 Company/Compagnie _____
 Address/Adresse _____
 City/Ville _____ State/État _____
 Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



Rivière Massacre crisis:

Luis Abinader converted to the far right

When it comes to politics, one of the greatest dangers facing those who present themselves as progressive is to succumb to the temptation of the extreme right. The diplomatic-military hostilities launched by Dominican President Luis Abinader in the Rivière Massacre affair have caught almost everyone off guard. The management of his presidency to date, under the sign of political and diplomatic wisdom, leads observers to question the motives behind these initiatives, which are pushing the first mandatory of the neighbouring country straight into the wall. Logically, in the run-up to the elections, Mr. Abinader has allowed himself to be seduced by the Dominican far right, which he believes he can drag into his electoral wake

To begin with, the name of the Massacre River is associated with massacres. Serving as the natural border between the Dominican Republic and Haiti along a 55-kilometer stretch of its non-original Indian name, it is called "Rivière Dajabon" in the Dominican Republic. The name "Rivière Massacre" alludes to the execution of 30 French buccaneers by Spanish colonists in 1728. The massacre of over 20,000 Haitians orchestrated by Dominican dictator Leonidas Trujillo y Molina in 1937, whose corpses were thrown into the river, popularized the river's French name, especially on the Haitian side of the island of Haiti.

Over the years, the Rivière Massacre has been the subject of several disputes between the two states sharing sovereignty over the island. The border between the two countries is currently closed by the Dominican President, Luis Abinader, due to a conflict triggered by the latter, which, however, is not really a conflict at all, as it has no merit in the eyes of international law and the memorandums of understanding signed between Haiti and the Dominican Republic.

Indeed, although over the years the Dominican State has built eleven irrigation canals to harness the waters of the Dajabon River on its territory for agricultural irrigation purposes, President Abinader took exception when the Haitians decided, for the same purpose, to water thousands of squares of land on the Maribaroux plain on the Haitian side as the Dominicans did in the North-East department.

After the Haitian builders had

ignored an ultimatum issued by the Dominican president demanding that the work be stopped, the head of state of the eastern part of the island initially decreed the closure of the border at Dajabon, the border town of Ouanaminthe. This measure immediately prohibited air, land and sea travel between the two countries. Secondly, less than twenty-four hours later, the entire border line between the two countries was declared closed, as of Friday (September 15). And will remain so until further notice, says the Dominican President. At the same time, Mr. Abinader ordered the deployment of a military contingent to the Dajabon border, a decision that observers, including former Dominican president Léonel Fernandez, described as a "declaration of war."

Some say that Luis Abinader's attitude towards Haiti and Haitians smacks of the hatred characteristic of the Dominican far right. This explains the decision announced by a Dominican transport union prohibiting drivers from admitting Haitians aboard their vehicles. In this vein, we can expect to see further measures to deny service to Haitian nationals in the Dominican Republic, in other sectors, as the Dominican right-wing joins forces with the strategy of this president who has nonetheless had a democratic tradition.

If we take into account the history of territorial disputes between Haiti and the Dominican Republic, we can say without hesitation that President Abinader's claims have no merit, and the measures he has taken in this respect are excessive and unfounded. According to established protocols, Haiti has the right to build a canal on a waterway shared by the two countries. In fact, a first conflict over this very project, triggered by the same Dominican president, was resolved to the satisfaction of both parties.

Indeed, in 2021, under the administration of President Jovenel Moïse, the same Dominican head of state had orchestrated a previous outcry around the erection of this same structure, which had led to bilateral discussions. In the end, the "Institut National des Ressources Hydrauliques (INRH)" presented its technical conclusions, which were accepted by both governments. These were as follows: "The Haitian government's plans to build a water intake in the Massacre River canal would not cause serious damage to agricultural systems in the Dajabon region, since the flow of water used would be less than the total amount of liquid

diverted to the Dominican Republic".

Construction of the same canal continued, with no objections from the Dominican authorities. In any case, no objections were raised to the INRH report. Work was suspended only after the assassination of President Moïse, in July 2021, evidently due to the recklessness of the Ariel Henry administration in diverting budget allocations to personal ends.

Binader's decisions, in the crisis he invented out of thin air, concerning the Rivière Massacre, are not unanimously supported by the Dominican political and social class. While the country's far-right players remain mum, the democratic and liberal sectors are making their voices heard. Aside from former president Léonel Fernandez, who invited the current Dominican head of state to revisit the conclusions of the same conflict he triggered in 2021 against Jovenel Moïse, which was resolved on a satisfactory note, other politicians from the eastern state have taken a stand. This is the case, for example, of Francisco Dominguez Briton, ex-Procurator General of Santo Domingo. For him, closing the borders is counterproductive and would harm Dominicans more than Haitians, arguing that the solution to the Rivière Massacre crisis should not punish Dominican citizens. On the other hand, as quoted by the online media outlet lemiroirinfo.ca, Dominican senators, notably Aris Lorenzo of the opposition, are warning the President against such measures. According to them, with Elias Piña alone, the Dominican Republic will suffer a loss of USD 40 million, leading to a drastic fall in prices.

Luis Abinader is adamant about his anti-construction policy for the Massacre River canal, going so far as to sign up as a liar at an international forum to

make his case. At the G-77 summit in Havana last weekend, he declared: "A group of anarchists seeking to destabilize the ruler of the neighboring country" is building the canal. He adds that "It indicates the absence of a strong central government, when groups of anarchists take the decision to create a canal for the benefit of private groups."

But the villain always does a work that deceives him, since the Dominican president contradicts himself in this very statement. While the notables of the town of Ouanaminthe, faced with the absence and resignation of the central government - an observation made and reiterated by the Dominican head of state - have decided to go ahead with the construction of the canal, thanks to financing found locally, the Dominican president passes them off as anarchists. Clearly a staunch supporter of the deployment of a robust international military force to dislodge the armed gangs, Mr. Abinader believes that this will provide him with a fresh, solid argument to offer the Security Council. But this strategy has a dual purpose. In line with the logic of the Dominican far right, and as a candidate for his own succession, Abinader believes that he will be able to sensitize the far right, his natural political enemy. Having won his first term in office thanks to his anti-corruption policies, which during his administration he exploited to the detriment of this political category, he is now attempting to neutralize it in his next electoral race.

President Luis Abinader's strategy will have the effect of a sword in the water, as he has done too much damage to the Dominican far right during his term of office for it to offer him any electoral advantage. Even if they had embraced him, it would only be to stifle him better.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>Haiti Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, Centre éducatif Port-au-Prince, Haiti Tel: (509) 223-0782 ou (509) 223-0785</p> <p>CANADA Haiti-Observateur Gerald Louis Juraque 514 321 6434 120 route St. Charles 12213 Jussault-Cassavarié Montréal H3M2C7</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'adresse doit s'adresser à: Jean Claude Vasson 13 K Avenue Foch/Neuilly, Rt Et Apt. 44 93310 Le Pré St. Gervais France Tel: (33-1) 43 63 28 10</p>	<p>ÉTAT-UNIS 1ère classe: <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US. pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 553.00 FF. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF. pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe: <input type="checkbox"/> 975.00 US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> \$160.00 US. pour un (1) an</p> <p>EUROPE <input type="checkbox"/> 78 EUROS. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EUROS. pour un (1) an Prix en espèces ou mandat postal en francs français</p>
--	---

Name/Nom _____
 Company/Compagnie _____
 Address/Adresse _____
 City/ville _____ State/Etat _____
 Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Les tarifs des abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat financier.



Suite de la page 16

icain. Le Conseil de sécurité national dominicain avait surtout décidé, dans un premier temps, ce qui suit : « *Suspendre définitivement l'entrée de toutes les personnes impliquées dans le conflit et cesser de délivrer des visas aux citoyens haïtiens, jusqu'à nouvel ordre; maintenir la fermeture totale de la frontière à Dajabón et, si le conflit n'est pas résolu d'ici jeudi, fermer complètement la frontière pour le commerce terrestre, maritime et aérien* ».

Et dans une déclaration à la nation, le dimanche 17 septembre, le président dominicain, après avoir mis son ultimatum à exécution, le 15 septembre dernier, a réaffirmé que « *Les sanctions resteront en vigueur jusqu'à l'arrêt définitif des travaux du canal en construction* ». Il a tenu à rappeler ces mesures qui sont : « *La fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes avec Haïti, l'interdiction de séjour en République dominicaine des promoteurs du projet, et la*

dé ploiment de l'armée tout le long de la frontière, a-t-il précisé. Ces décisions, automatiquement, em pêchent tous les cito yens haïtiens vivant en Haïti, dé sireux d'aller supporter les Grenadières, de franchir la frontière.

Pour plus d'un, les responsables du football haïtien, même s'ils le voulaient, n'auraient pas eu le temps de déplacer la préparation et la rencontre de l'équipe féminine dans un autre pays. Le timing était impossible, compte tenu que les billets d'avions pour les joueuses étaient déjà achetés, les réservations d'hôtels et de terrain étaient déjà faites. Il serait tout simplement impossible de procéder à ces changements dans un délai aussi bref. Donc, la FHF se trouve piégé dans ce conflit et doit tout simplement faire profil bas. Néanmoins, les débats sur la nécessité d'envisager de jouer les matchs dans le Nord et dans le Sud sont plus que jamais importants. D'un autre côté, la responsabilité de l'État, face à l'insécurité, est de la plus haute importance. Ce qui se passe aujourd'hui, entre la République dominicaine et la

République d'Haïti, met à nu, l'irresponsabilité des gouvernements haïtiens, qui se sont succédé, car n'ayant absolument rien fait pour renforcer l'autonomie agricole et économique du pays. Une rivière aussi importante a été totalement laissée à la République dominicaine, qui, elle, y a déjà effectué onze ouvrages. On se prises pour irriguer ses terres, en vue d'assurer une production à grande échelle. De no tre côté, nos gouvernants, de concert avec certains nantis de ce pays, ont pré féré l'importation au lieu d'exploiter, eux aussi, la rivière pour permettre aux paysans d'assurer la production locale et renforcer l'exportation.

Aujourd'hui, notre situation précaire, permet à la République dominicaine de hausser le ton vis-à-vis d'Haïti en brandissant toutes sortes de menaces.

Le sport a toujours joué un rôle important dans le monde, en matière de paix. D'ailleurs, l'ONU a déclaré, le 6 avril, « *Journée internationale du sport au service du développement et de la paix* ». Le football a déjà joué, par le passé, le rôle d'intermédiaire

entre des pays en conflit. Le football haïtien se trouve, par rapport à sa situation actuelle, où toutes ses sélections accueillent leurs rencontres en République dominicaine dans de beaux draps. Les Grenadières joueront ce jeudi, face au Costa-Rica, pour leur premier match dans les éliminatoires, à la Gold Cup féminine. Ce sera la toute première édition pour les filles de la zone CONCACAF. C'est une compétition importante pour nos filles. Néanmoins le contexte ne leur est pas favorable. Elles seront peut-être emparées par la peur, pourraient-elles, manifester leur solidarité à la construction du canal ? Ça paraît impossible. Le football haïtien, dans de telles conditions, est prisonnier des autorités étatiques, mais aussi de ses dirigeants actuels. La République dominicaine ne peut pas continuer à être l'alternative de nos dirigeants, la nécessité d'une volte-face est impérative.

L'acharnement des Dominicains contre les Haïtiens est sans appel. La haine du président Abinader, qui essaie, par tous les moyens, d'humilier ses voisins, qui

vivent de manières légales ou illégales, en territoire dominicain, laisse à désirer. C'est un contexte extrêmement difficile, qui mériterait que l'État haïtien prenne des dispositions pour assurer la sécurité de nos Grenadières. Le chef d'État dominicain devrait donner des garanties, par rapport à la sécurité de nos Haïtiennes. Dans l'immédiat, rien ne peut être fait, compte tenu du timing pour déplacer la rencontre du 21 septembre contre le Costa-Rica. Néanmoins, le conflit actuel est une opportunité pour les dirigeants du football haïtien de faire preuve d'imagination et de bon sens. Le football haïtien est national, il doit continuer d'exister en dehors de Port-au-Prince, encore plus en dehors de la République dominicaine. Anticiper des conflits, qui peuvent avoir des séquences sur le football haïtien est une nécessité urgente. Ainsi, il faut bien que ce sport change de direction par ricochet, change de dirigeant. L'élection d'un nouveau Comité à l'heure actuelle est l'alternative qui s'impose !

R.S.

Suite de la page 16

ay provided a sense of family.

We are well placed to talk about this, because we were boarders for a long time and trained at the *Hôtel Ecole des Talents*, as a training center of the Ministry of Sports. We used to hear about these types of false accusations, but when we were there, training at the Croix-des-Bouquets center, we can affirm that the set up was planned and organized in a strict manner in the "*Ecole des Talents*," better known as CAMP NOUS. There was no possibility for these barbaric acts to take place, with about 40 to 50 young people housed in very large and transparent dormitories, where they are monitored by *aides, godmothers* and other adult *monitors*, who live in the dormitories, morning, noon and evening and who mixed with about 500 to 700 young people, including those who come from outside.

We know very well that this crime was not possible, especially with the athletes. But FIFA is not really upfront, their lawyers saying they carried out a thorough investigation. Meanwhile, the lead investigator in Haiti said that, in his investigation, he found nothing related to this savage, ruthless and the longest sanction in FHF history, imposed by FIFA. Yet, FIFA supposedly had carried out its investigation in collaboration with the well-known institution of lawyers called *Barreau des Avocats d'Haïti*.

Based on what was learned much later, it seems that it was certain FHF employees who received large sums of money to write the lies and send them to FIFA, without even going through the official Commission of In qui

ry, which is responsible for carrying out an investigation. Why didn't FIFA depend on the work of the Commission?

Therefore, we, as soccer players ask for the following:

FIFA must dismiss all the members of the elected committee who, due to their responsibilities, shouldn't have engaged in feeding false information for this story. More surprising yet, FIFA has decided to keep the Secretary General of the last elected committee, who has been in this role for 20 years, and also a member of the committee who was responsible for female players at CAMP NOUS in FHF for 10 years. In that light, one wonders about who are those who profit from this crime! Imagine that, FIFA has reinstated two senior officials of the committee that stand accused and boosted their power. Consequently, it doesn't take a rocket scientist to figure out who has been leading the plot. FIFA knew these two people well, because they used to go to meetings at FIFA's headquarters. Moreover, it's reported that FIFA, through the organization's executive board, approached two other members of that last committee to join in the normalization of the committee, but they politely declined.

So, for us, it is the current leaders who are behind the manufacturing of the plot. As the Creole saying goes: "*If those inside don't sell you, those outside can't buy you.*"

In light of the foregoing, we, Haitian players, conclude that the committee entrusted the leadership of the Federation are the same who are destroying soccer which, at the moment, is com-

pletely dead. Therefore, we ask:

The resignation of the normalized committee, because its members have done nothing positive. They have brought soccer to such a low level, no one could have imagined it. They have killed the hope of many young people. The national team is unprepared, because soccer really works on the basis of PEOPLE and players who accept everything for the wellbeing of the organization. But it's to the detriment of the club when others undercut those who worked to put soccer on a pedestal

A Momentous trial is due in Haiti

There must come a day when a trial will take place in this country: A soccer trial! Because those who perpetrated this crime against soccer, especially against the players and many soccer coaches, against 500 female and male referees, against the prosecutors and the delegates of soccer players, against many unfortunate people who live from their small jobs at soccer matches, which allow them to make enough money to care for their families, against the unfortunate people working at various levels within the soccer teams, are on the spot. They must pay for their crime, which has caused some 1,500 women to be back doing nothing and suffering from their misery. Due to all the lies against them appearing on *Google* and on social media, the reputation of leaders and soccer players, across the board, have been tarnished.

To be judged are all those who currently are at the leadership of the FHF, who have been involved in corruption with those in the government, as well as with politicians who have used the soccer

organization as a front to launder the money they've stolen, while claiming they want to help the Soccer Federation.

To be noted, the conspirators fired almost all of the 50 soccer coaches who worked in CAMP NOUS and for the national team. They've fired doctors, massage therapists and all the employees who work in organizing the competitions. Also fired are the young people involved in the field of communications, as well as the primary and secondary school teachers who worked at was used to pay all these employees. For three years, the committee in charge has not said a word about where all the money has gone. For three years, Clubs have been asking where's the money received from FIFA, CONCACAF and even for the preparation of the Gold Cup? What about the money from the Haitian government and from the Nations League? Finally, where's the money received for TV rights of the 2022 World Cup qualifiers? ...Answers are in order! CAMP NOUS. Among those fired, one shouldn't forget the cooks and the cleaning women, the Haitians and foreigners who were monitors for the girls, as well as the coaches and monitors for the young players.

Where are all these people now? Where are all the former glories who were inside the organization? We are asking where has the money gone? We mean, all the money that

What do they do with FIFA and CONCACAF grants every year, travel money, FIFA uniform money, every year, etc.?

For three years, despite the FHF's commitment towards the mothers

and parents of all players at CAMP NOUS, to provide them a good education and training to become productive individuals in the future, nothing is being done. There are young girls who came from the north and the south for three years and who have never returned home. What has happened to them?

The FHF, in collaboration with the government, made a commitment to organize training camps for young people in all the cities of the country. Camps were established in the following areas: Carrefour, Cité Soleil, Croix-des-Bouquets, Stade Sylvio Cator, Grand Goâve, Mira goâne, Fond des Nègres, Aquin, Petite Rivière des Nippes, Cayes, Jérémie, Saint-Louis du Nord, Cap-Haïtien, Ouanaminthe, Gros Morne, Gonaïves, l'Estère, etc...

Haitians, wake up, it's already too late! We cannot wait any longer! We cannot accept that two individuals, who conspired with the big White man in a foreign land to become the instruments that are used to destroy the hope of our talented soccer players. We are asking for all soccer players to help us in this fight. Help us in raising our voices, to say together: ENOUGH! ENOUGH! ENOUGH! STOP! For Haitian Soccer is the only activity that brings together all social classes

Pour le comité du REFHA (Regroupement des footballeurs haïtiens) : James Saint Cyr, Isaac Baptiste,

Alain Vubert, Éliphe Cadet, Peter Germain, Josué Jean Denis, Boursicot Alexandre, Moïse Paul, André Michelet, Everaldo Mary, Ronald, Kendy Saul, Charles Aler te, Carline Bien-Aimé, Calixte Géraldine, Ronald Pierre, Pierre Valcin, Myrlande Bien-Aimé.

THE MADAM AND THE MAJOR

A docudrama unfolding: The shocking story of Haiti's first female president

We need your help in spreading this story. Any contribution or donation are immensely appreciated.



HAPPENINGS!

Continued from page 7

re corruption and impunity, especially at the top, will be extirpated, while the financial resources of the country are used for long-term development projects in Haiti, now nicknamed “*the poorest country of the Western Hemisphere,*” whereas it was the second independent nation in the Hemisphere, second only to the United States of America.
RAJ, rajjo31@yahoo.com

Last Thursday, we bid adieu to Gérald Félix

In a private “Memorial Service” at the Martin A. Gleason

Funeral Home in Bayside (Queens), New York, I joined a select group of friends and family members in a last farewell to Gerald Felix, the husband of Ertha Pascal Trouillot Félix, the first woman president of Haiti, who was responsible for the first post-Duvalier democratic elections in Haiti, on December 16, 1990.

Concerned about being overwhelmed by a crowd, Lady Trouillot-Felix didn’t even mention the passing of her husband on September 9, at age 77. We’ve learned that for the past six years, he was combatting illness “with unparalleled bravery.” Interned at

a hospital, for a few days that week, he never returned home.

In an obituary note in the program passed out to the assistance, we get a brief picture of the man who was born in Haiti and emigrated to the United States in his teens. Gerald Felix was “*known for his generous heart and jovial spirit. He was a beacon of joy to those fortunate enough to know him. His laughter was infectious, and his stories were a testament to a life richly lived. To know Gerald was to experience genuine warmth, unwavering friendship, and an undying passion for life.*”

To his survivors, his devoted

widow Ertha Pascal Trouillot-Felix, his two sons Sean J. Felix and Gerald Felix Jr., step-daughter Yantha Trouillot, his grandchildren and other family members, the staff of Haiti-Observateur and I personally present them our heart-felt condolences.

And I cannot conclude this note without mentioning how, in death, Gerald Felix brought me some joy. Imagine that, after so many years, I came face to face with a very strong Alix “Tit” Pascal, young brother of Lady Trouillot-Felix, still in a wheel chair, following his attack, on January 22, 1967, by a Tonton-Macoute gestapo-like police of François Duvalier. Though he survived the attack, he was left paralyzed.

The young popular guitarist and singer, who was about a

month shy of turning 20, on February 25 that year, had failed to adhere to the political movement of the young Duvalierists, on a recruiting campaign of talented youth. At that time, Radio Vonvon, the anti-Duvalier broadcast from New York that I was the main organizer, made of his case a cause célèbre.

In touch with him now, I’ve learned from Tit that François Duvalier himself made the utmost to take control of his case after the attack. On order of Duvalier, he was sent, with proper escort and attending physician, to Johns Hopkins hospital in Baltimore, with an official passport to boot. Really a fascinating story about which I tell Tit he should write a book.

RAJ



460 Peninsula Blvd.
 Hempstead, New York 11550
 516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
 Friday 10:00 am - 10:00 pm
 Saturday 10:00 am - 10:00 pm
 Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

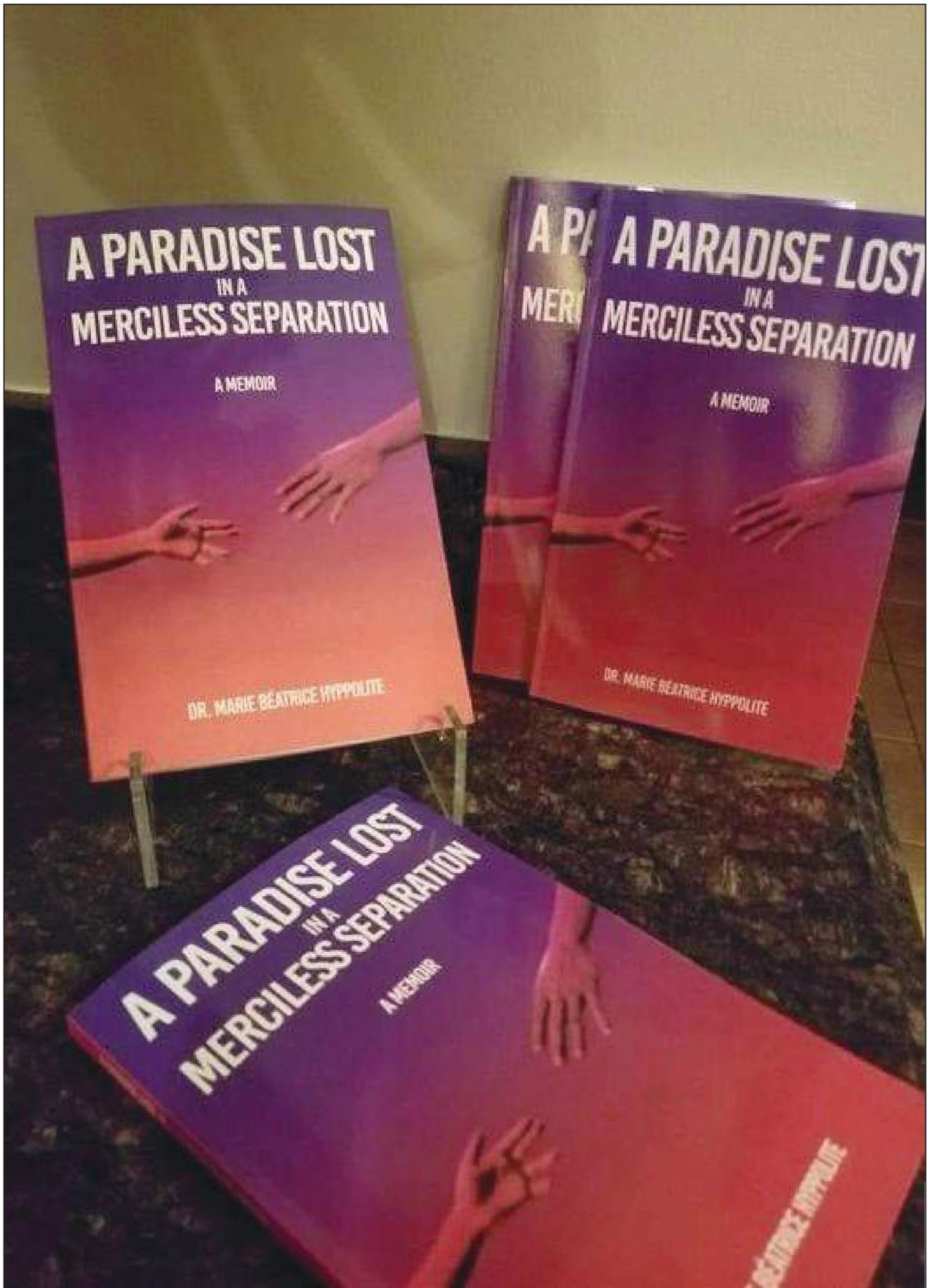
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
 PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
 Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com







ÉLIMINATOIRES GOLD CUP FEMININE 2024

Le football haïtien piégé par le conflit haïtiano-dominicain

Par Ricot Saintil

Dans un contexte de crise diplomatique entre la République dominicaine et Haïti, la Sélection féminine haïtienne s'apprête à jouer son premier match dans les éliminatoires de la Gold Cup féminine, sur le territoire dominicain. Terre d'accueil des matchs du football haïtien, depuis 2021, la République dominicaine, par le biais de son président, a fermé toutes les frontières avec Haïti, en représailles à la construction d'un canal sur la Rivière Massacre. Re démarrés le mercredi 30 août 2021 par les riverains de Ouana minthe, les travaux de construction du canal provoque une situation de crise entre les deux pays, avec, surtout, un ensemble de mesures prises par le président dominicain, Luis Abinader, visant à forcer l'arrêt de la construction du canal.

Plus déterminés que jamais, les Haïtiens n'entendent pas lâcher prise et s'engagent, au péril de leurs vies, d'achever la construction, qui facilitera l'arrosage de 3 000 hectares de terre de la plaine de Maribaroux. Malgré cette situation de tension entre les deux États, les Grenadières sont en République dominicaine pour

entamer les éliminatoires de la Gold Cup féminine. Au regard des mesures prises à l'encontre d'Haïti, la présence des Grenadières en terre voisine suscite de nombreuses réactions. Certains y voient un manque de responsabilité et de solidarité du Comité de

dans ce conflit, de par sa capacité à canaliser les conflits et favoriser la paix.

Haïti ne reçoit plus ses matchs sur ses terres, depuis plus de trois ans. La principale raison serait l'insécurité, qui frappe particulièrement le département de l'

pouvaient être prises pour recevoir nos matchs en dehors de la capitale. Enfin, il y a l'irresponsabilité des membres du Comité de normalisation, qui n'en font qu'à leurs poches. Ces derniers pouvaient soumettre à l'État haïtien et à la FIFA un projet visant à ré

qu'ici, ne sont pas en proie à l'insécurité à laquelle fait face la capitale. Aucun effort n'a été consenti de la part des autorités étatiques pour freiner l'insécurité, et les membres du Comité de normalisation n'ont rien fait pour trouver une alternative à la dépendance dominicaine. Ainsi, les Dominicains, comme dans tous les domaines de la vie politique, sociale et économique, prennent le dessus également sur Haïti sur le plan sportif. Nous voici confrontés, à une crise diplomatique, et le football haïtien se trouve piégé pour ses rencontres de football, qu'il dispute depuis quelques temps en terre voisine. Les Haïtiens vivant en Haïti ne pourront pas assister à la rencontre qui mettra aux prises la Sélection haïtienne féminine face au Costa-Rica, le 21 septembre, au stade Panamericano de San Cristobal. Le pays est frappé, depuis la reprise des travaux de construction d'un canal sur la Rivière Massacre, par les paysans de Ouanaminthe, soutenus par la population haïtienne, par un ensemble de mesures interdisant, notamment, l'accès des Haïtiens sur le territoire domini-

Suite en page 12



Les Grenadières en compétition en République dominicaine.

normalisation vis-à-vis des Haïtiens engagés dans la construction du canal ; d'autres, au contraire, pensent que le football peut jouer un rôle déterminant

Ouest, lieu où se situe le seul stade du pays. Pour certaines personnes avisées, si le Nord et le Sud étaient dotés d'infrastructures sportives adéquates, des mesures

nover et à construire des vestiaires répondant aux exigences internationales, pouvant permettre à Haïti de recevoir ses matchs dans le Nord ou dans le Sud, qui, jus-

SPORT— IN ENGLISH

Joining forces to save Soccer in Haiti

We join forces to denounce and disapprove of the injustice currently being endured by the soccer community in Haiti for more than three years.

We, former soccer players, who spent our entire youth playing soccer in difficult conditions mixed with accepting so much sacrifice for soccer to remain alive, cannot remain silent. We see that soccer has almost disappeared. Thus, we have brought together soccer clubs at all the levels, and have decided to mobilize, in order to awaken the sensitivity of all Haitian supporters, and of all the leaders of the country's soccer clubs to make them hear our voices, as we say: ENOUGH! Yes, ENOUGH! It is too much! Stop the massacre and bring soccer back to life. Soccer needs to be played again.

We know that since the 1980s, especially since 1986, Haiti has faced much social and political unrest, coupled with un-

controlled violence. Then, we were small kids, but our parents would tell us about these unfortunate events. Since the establishment of the so-called democratic era, the country has been in turmoil. However, this is the first time that we have seen the total absence of soccer activities throughout the country.

The disappearance of soccer and of other sane entertainment have, in a way, contributed greatly to bringing the country down to its knees, but also in bringing tears to our eyes, regardless of social standing. Many desperate young people are forced to indulge in violence. Since the onslaught of the Corona virus, beginning in August 2020, soccer has come to a standstill, and nothing has been done to get it on the move again. The Haitian Soccer Federation (FHF) has paid no attention to the cries of the Soccer Clubs, although its leadership has officially proposed several formulas for organizing competi-

tions. Even international matches, in which Haitian clubs participate, are played elsewhere, such as in Santo Domingo, for reasons only known to the so-called organizers. Whereas they could have been hosted in the North of the country, in Cap-Haïtien.

In the past four years, there hasn't been any organized championship in the country. The players are tired of enduring this suffering. It's organized crime on a grand scale. If the players have committed any sin to merit that treatment, we ask for forgiveness. We can take it no more!

In 2020, an ex-soccer player, who agreed to be the errand boy of the anti-soccer groups, decided to lead a smear campaign, with the goal to completely bury soccer. After several court rulings, they found out that it was a conspiracy to bring the Haitian people to their knees, just as we are now. Immediately after this plot, *The Guardian*, a British newspaper, started a propaganda,

smearing our leader, without even verifying the information provided by a *YouTube* mercenary. Even without providing the name of any victim, this individual took a pleasure in creating *genocide* by inventing a story of sexual abuse, a crime which caused the destruction of the only High-Level Training Center in the country.

For its part, FIFA, the International Federation of Association Football, seems to have been waiting for an opportunity to redeem itself from a critical and scandalous affair in which it was involved in Afghanistan in 2019. The leaders of the organization panicked, especially reacting to the women organizations that were involved in asking for an investigation. Thus, they decided, to save their own skin following the Afghanistan scandal, to blindly intervene in the Haiti case.

So, after three years of investigation, they realized that an institution as magnificent as FIFA,

which has all the means necessary to carry out a credible investigation, ended up in an exaggerated illusion. Thus, the dishonest story which led to the shameful and clumsy scandalous trial to assassinate a man's character, a humanist, a great servant who has accepted sacrifices for a long time in the service of soccer. In so doing, they felt at ease to take over the leadership of the FHF.

We, young soccer players, who have spent many years as boarders and young players in training, we often visited CAMP NOUS, a center where many young people are trained, including some living there as boarders, staying for a whole year. Others, not living at the Camp, came with their parents every day and on weekends, to participate in the training. At the center, parents of all social categories were considered as kings. The presence of parents at the center every day

Suite en page 12